



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Guerre commerciale

La Chine vise un objectif de croissance de 5% en 2025

Un objectif de croissance de 5% en 2025 apparaît comme ambitieux étant donné les difficultés auxquelles la Chine est confrontée. La Chine, malgré ses ... • (Page 08)

Salon mondial du mobile

À Barcelone, le smartphone fait de la résistance

Face aux autres objets connectés, ils gagnent un second souffle grâce à l'IA et maintiennent leur place centrale comme ... • (Page 08)

11ème Conseil de convergence de la CEDEAO

• (Pages 03)

La création de la monnaie « Eco » au cœur des débats



Togo/Budgétisation sensible au genre

• (Pages 04)

Formation des acteurs sur l'utilisation du manuel de marquage



Programme CATAL1.5°T

Un accompagnement financier pour les startups d'Afrique de l'Ouest

Les startups et PME engagées dans la lutte contre le changement climatique ont désormais une opportunité unique ... • (Page 02)

Compagnie aérienne

Asky renforce sa flotte avec l'arrivée d'un Boeing 737 MAX 8

La compagnie aérienne Ethiopian Airlines a officiellement livré un Boeing 737 MAX 8 à Asky, marquant une étape importante dans ... • (Pages 04)

Opportunités

La BCEAO recrute des Agents qualifiés dans divers domaines

Pour l'exercice de ses missions et de ses activités, la BCEAO recrute des Agents qualifiés dans divers domaines (Banque et services financiers, ... • (Page 06)

Jubilé d'or de l'ATOP

Le ministre Kouigan a présidé le cérémonie apothéose

Le ministre de Communication, des Médias et de la Culture, porte-parole du gouvernement, Mme Yawa Kouigan a présidé la cérémonie apothéose du jubilé ... • (Page 11)

NE COMPTÉZ PLUS VOS MÉGAS

OPTÉZ POUR L'ILLIMITÉ

ACTUELLEMENT LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À 10 000 FCFA*

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg
Coût de l'appel : 20 FCFA.

*Offre soumise à condition de paiement d'au moins 02 abonnements mensuels pour la formule START

Programme CATAL1.5°T

Un accompagnement financier pour les startups d'Afrique de l'Ouest

Les startups et PME engagées dans la lutte contre le changement climatique ont désormais une opportunité unique d'accélérer leur développement grâce au programme CATAL1.5°T. Ce programme d'accélération offre un financement compris entre 32 millions FCFA et 130 millions FCFA, ainsi qu'un accompagnement stratégique et technique pour renforcer les capacités des entreprises.

• Joël Yanclou

CATAL1.5°T met à disposition des entreprises sélectionnées un financement adapté à leurs besoins afin de soutenir leurs innovations dans plusieurs secteurs tels que l'accès à l'énergie et production d'électricité, transports à faibles émissions, bâtiments, villes, industries et équipements écologiques, sylviculture et gestion durable des sols. Outre le soutien financier, les lauréats bénéficieront d'un accompagnement personnalisé, comprenant la préparation du business plan, la mise en place d'une gestion comptable efficace et des séances de coaching sur la gestion d'entreprise et l'innovation climatique.

Critères d'éligibilité et pays concernés

Pour être éligibles, les entreprises doivent être basées en Afrique de l'Ouest (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mauritanie, Niger, Sénégal, Togo) ; proposer une solution innovante qui contribue à la réduction ou à la séquestration des émissions de gaz à effet de serre ; avoir moins de 50 employés, ou un chiffre d'affaires inférieur à 3 millions de dollars (1,8 milliard FCFA). Les entreprises intéressées peuvent postuler dès maintenant via l'application App' et bénéficier de cette opportunité unique pour faire évoluer leurs projets.

Une initiative soutenue



Financé par des acteurs internationaux

Financé par le Fonds Vert pour le Climat (Green Climate Fund) et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), le programme CATAL1.5°T est mis en œuvre avec l'appui de partenaires techniques majeurs tels que Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH, Climate-KIC et Investisseurs & Partenaires - I&P (à travers Comoé Capital, Teranga Capital et NERE Capital). Face aux défis climatiques croissants, le programme CATAL1.5°T représente un levier stratégique pour stimuler l'innovation et la transition écologique en Afrique de l'Ouest. En facilitant l'accès au financement et aux compétences clés, il renforce l'écosystème entrepreneurial et encourage des solutions durables adaptées aux réalités locales.

Stimuler les startups

L'initiative CATAL1.5°T a pour ambition de stimuler les investissements dans les jeunes entreprises prometteuses des pays du Sud dans le domaine du climat. Les technologies dans le domaine du climat ne sauveront pas le monde à elles seules, mais sans solutions technologiques, nous n'avons aucune chance. C'est pourquoi nous encourageons les innovations dans le domaine des technologies climatiques en fournissant des subventions, un savoir-faire et un accès à des réseaux d'experts, de mentors et d'investisseurs. Pour garantir un impact durable, nous renforçons également les écosystèmes régionaux d'innovation en matière de technologies climatiques. Dans tout ce que nous faisons, nous promouvons la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI). Et nous sommes très attentifs aux impacts environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) des solutions technologiques liées au climat que nous soutenons.

AUX DECIDEURS ...

Une diplomatie économique proactive

Dans un monde où la concurrence pour attirer les investissements internationaux est de plus en plus rude, les nations africaines doivent redoubler d'efforts pour se démarquer et capter des capitaux indispensables à leur développement. Le Togo, en participant au Forum Investopia 2025 à Abu Dhabi, a une nouvelle fois démontré son ambition économique et sa volonté de bâtir des partenariats stratégiques durables.

La présence de Manuella M. Santos, ministre de l'Industrie et de la Promotion des Investissements, aux côtés d'acteurs économiques, témoigne d'une diplomatie économique togolaise de plus en plus offensive et structurée. À travers une approche pragmatique et ciblée, le gouvernement mise sur les réformes pro-business, l'attrait des Zones Économiques Spéciales, et l'investissement dans des secteurs clés comme les énergies renouvelables, l'intelligence artificielle et l'agro-industrie.

Le Togo ne quémante pas, il propose, négocie et valorise ses atouts avec une vision stratégique claire. Dans un contexte où l'Afrique attire de plus en plus d'investisseurs, il ne s'agit plus seulement d'être présent, mais d'avoir une offre compétitive et séduisante, ce que le pays semble avoir bien compris.

L'exemple de la Centrale solaire de Blitta, cité par la ministre Santos, illustre parfaitement la capacité du Togo à mobiliser des investissements tout en s'inscrivant dans une logique de développement durable. Ce projet, réalisé en collaboration avec les Émirats Arabes Unis, est une réussite notable qui prouve que les partenariats public-privé (PPP) peuvent être de véritables leviers de transformation pour le pays.

Cependant, si le Togo veut pérenniser et multiplier ces succès, il doit continuer à renforcer son cadre réglementaire, améliorer la sécurité juridique des investissements et garantir un environnement d'affaires stable et transparent. Les investisseurs recherchent des garanties, de la visibilité et de la rentabilité. C'est dans cette perspective que le pays devra accélérer ses réformes et maintenir un dialogue permanent avec le secteur privé.

L'objectif du Togo est ambitieux mais réaliste : devenir un centre économique majeur en Afrique de l'Ouest. Sa position géographique stratégique, son port en eau profonde, ses infrastructures en pleine modernisation et sa politique d'ouverture aux investisseurs en font une terre d'opportunités.

Mais pour concrétiser cette ambition, il faut aller plus loin. Il s'agit désormais de transformer les promesses en projets concrets, d'attirer des investissements massifs et de diversifier les partenariats. La compétition est rude avec des pays comme le Ghana, le Sénégal ou la Côte d'Ivoire qui avancent eux aussi à grands pas.

La participation du Togo à Investopia 2025 est un signal fort. Elle prouve que le pays se donne les moyens de ses ambitions et qu'il sait se positionner sur la scène économique internationale. Mais l'essentiel reste à faire : il faut désormais consolider ces acquis, transformer les discussions en investissements tangibles et garantir que cette dynamique profite réellement au développement du pays et à l'amélioration des conditions de vie des Togolais.

Le Togo avance. À lui de prouver qu'il peut accélérer et maintenir le cap.

M.T

Image du jour

AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE : TOP 5 DES UNIVERSITÉS 2024

agence ecoFIN ECHO

RANG	UNIVERSITÉS	PAYS
1	CHEIKH ANTA DIOP	SÉNÉGAL
2	GASTON BERGER	SÉNÉGAL
3	ABOMEY-CALAVI	BENIN
4	LOMÉ	TOGO
5	OUAGA I JOSEPH KI-ZERBO	BURKINA-FASO

Source : uniRank

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	62,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

• Source : tresor.economie.gouv.fr

11ème Conseil de convergence de la CEDEAO

La création de la monnaie « Eco » au cœur des débats

La Commission de la CEDEAO a organisé à Abuja le 03 mars 2025, la 11ème réunion du Conseil de convergence de la CEDEAO, composé des Ministres en charge des Finances et des Gouverneurs des banques centrales des Etats membres de la CEDEAO.

• Héléne Martelot

La réunion a permis d'examiner le Rapport de la réunion du Comité technique, Politiques macroéconomiques de la CEDEAO, tenue du 27 février au 1er mars 2025 à Abuja, de même que des dossiers importants tels que l'état de mise en œuvre de la Feuille de route pour le lancement de l'ECO. S'exprimant lors de la cérémonie d'ouverture de cette rencontre, le ministre des Finances et Ministre coordonnateur de l'Economie du Nigeria, Adebayo Olawale Edun, a plaidé pour la création d'une monnaie unique régionale destinée à conduire le programme d'intégration économique de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), et à améliorer la vie des peuples ouest-africains. S'adressant aux ministres des Finances, aux gouverneurs



des Banques centrales et aux chefs d'Institutions financières de l'espace communautaire, M. Edun a rappelé les effets néfastes du paysage économique mondial sur les économies régionales, avec pour conséquence la détérioration du profil de convergence de la Cédéao, malgré l'existence de cas de résilience. Face aux tensions géopolitiques actuelles, il a recommandé un nouveau modèle de développement axé sur des réformes audacieuses pour

mobiliser les ressources intérieures, revigorer le secteur privé, améliorer la gestion des ressources naturelles et s'engager dans une collaboration accrue entre les marchés émergents et les économies de développement.

Profiter de la présidence sud-africaine du G20

Il a souligné la nécessité pour l'Organisation régionale de jouer un rôle primordial en soutenant les priorités et les résultats de la présidence sud-africaine du G20, et en faisant avancer l'agenda sous-régional et africain de la Cédéao. « Nous devrions pouvoir profiter de la présidence sud-africaine du G20 pour optimiser les opportunités offertes par les récents changements de paradigme mondial. En tant que région, nous devons parler d'une seule voix et coordonner nos efforts pour relever les défis mondiaux tels que le changement climatique, la pauvreté et les inégalités », a dit M. Edun. Il a informé l'assistance des nombreuses réformes économiques initiées par le

Nigeria et les résultats significatifs auxquels elles ont déjà abouti.

L'ECO au menu des échanges

Cette 11ème session ordinaire du Conseil de convergence de la Cédéao a examiné les questions relatives à la consolidation du programme de coopération monétaire de la Cédéao et à l'intégration économique

régionale, y compris le lancement de la monnaie unique, l'ECO. Elle s'est également penchée sur le rapport de la réunion du Comité technique des politiques macroéconomiques, les conclusions et recommandations de la 3ème réunion du Comité sur les modalités pratiques pour le lancement de ladite monnaie. Les participants auront aussi à analyser le projet de règlement sur la gestion de la dette publique et le projet de directive sur le cadre harmonisé de la comptabilité publique.

Politiques budgétaires et monétaires coordonnées

Pour le président de la Commission de la Cédéao, Dr Omar Aliou Touray, cette réunion se déroule dans un contexte économique mondial marqué par des tensions commerciales, des pressions inflationnistes persistantes et une détérioration des finances

publiques. « Cette situation nécessite des politiques budgétaires et monétaires coordonnées pour renforcer la résilience de nos économies », a conseillé Dr Touray. Il a rappelé les nombreux efforts consentis au niveau régional pour la création de l'ECO, ainsi que les divers obstacles qui persistent et nécessitent des actions concertées et décisives en vue de parvenir à la monnaie unique régionale. « Contrairement à d'autres régions, l'espace CEDEAO est unique, caractérisé par une Union Monétaire, des Etats Fédéraux, des Etats Unitaires au sein de la Communauté. Ainsi, la prise de décision et la mise en œuvre deviennent un long processus », a martelé Dr Touray. Il a réitéré l'engagement de la Commission de la Cédéao à continuer à fournir une assistance technique aux Etats membres dans la mise en œuvre du Programme de coopération monétaire de l'espace communautaire. Selon lui, la célébration cette année du cinquantenaire de la Cédéao doit être une occasion historique de réaffirmer l'engagement de tous en faveur de l'intégration régionale. « Je vous exhorte à redoubler d'efforts pour atteindre nos objectifs communs et répondre aux attentes de nos communautés de vivre ensemble dans une région en paix », a conclu le président de la Commission de la Cédéao.



Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

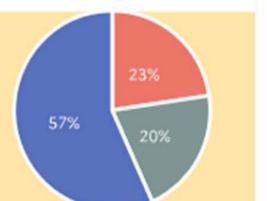
9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

■ Agriculture ■ Industrie ■ Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Budgétisation sensible au genre**Formation des acteurs sur l'utilisation du manuel de marquage**

Au Togo, la Direction Générale du Budget et des Finances (DGBF) a lancé, ce lundi 03 mars 2025 à Adetikopé, une formation sur l'utilisation du manuel de marquage genre. L'initiative s'inscrit dans le cadre de la budgétisation sensible au genre (BSG), conformément à la feuille de route 2020-2025 du gouvernement togolais. Pendant dix jours, 240 acteurs issus des ministères et institutions vont approfondir leurs connaissances sur l'application de cet outil stratégique.

● Joël Yanclou

Un engagement pour une meilleure prise en compte du genre dans le processus budgétaire. L'atelier réunit notamment des experts en budgétisation sensible au genre, des membres des cellules focales genre des ministères, des Directeurs des Affaires Financières (DAF) et des spécialistes en budget programme. L'objectif est d'assurer une meilleure prise en compte des besoins différenciés des hommes et des femmes dans les politiques publiques et d'améliorer la qualité du Document Budgétaire Sensible au Genre (DBSG). Lors de l'ouverture, M. SOVI Koku, Directeur des Études et Analyses Budgétaires, représentant le Directeur Général du Budget et des Finances, M. ANAKPA Essokiza, a insisté sur le rôle central du manuel dans l'élaboration des budgets de l'État. Il a souligné que l'atelier permettra aux participants de corriger les insuffisances passées et d'adopter une approche plus systématique et réfléchie dans l'élaboration des documents budgétaires sensibles au genre.



sociale et d'égalité

L'intégration du genre dans la planification budgétaire ne se limite pas à la promotion de l'égalité entre les sexes, mais contribue également à un développement économique et social plus inclusif. Un budget sensible au genre permet de mieux répondre aux besoins de toutes les catégories de la population et d'orienter les ressources publiques de manière équitable et efficace. L'engagement est soutenu par des partenaires internationaux, notamment la Banque mondiale, à travers le Programme de Modernisation de l'Administration Publique pour la Délivrance des Services (PMADS), et le Fonds Monétaire International (FMI), qui apporte un encadrement technique.

Une démarche inscrite dans la vision du gouvernement togolais

Le Togo a fait de l'égalité des sexes un levier stratégique pour son développement. Depuis février 2021, plusieurs actions ont été mises en place pour concrétiser cette ambition, notamment : le marquage des dépenses de l'État pour évaluer leur impact sur les hommes et les femmes ; l'analyse sexo-désagrégée des effectifs des ministères et institutions ; l'élaboration du Document de Budgétisation Sensible au Genre (DBSG), annexé au projet de loi de finances. En 2023, un manuel d'élaboration du DBSG a été rédigé et testé en 2024 avant d'être révisé en 2025 pour en améliorer la pertinence. La formation en cours vise donc à garantir une meilleure appropriation et utilisation de cet outil par les acteurs concernés. À travers ces initiatives, le gouvernement togolais entend renforcer l'inclusion et l'harmonie sociales, tout en garantissant une répartition plus équitable des ressources publiques. L'atelier d'Adetikopé marque ainsi une étape clé vers une budgétisation plus juste, efficace et sensible aux réalités de toutes et de tous.

Outil de justice**Compagnie aérienne****Asky renforce sa flotte avec l'arrivée d'un Boeing 737 MAX 8**

La compagnie aérienne Ethiopian Airlines a officiellement livré un Boeing 737 MAX 8 à Asky, marquant une étape importante dans le développement de la compagnie panafricaine basée à Lomé. Ce nouvel appareil, immatriculé ET-BBB, est destiné à renforcer la flotte d'Asky et à soutenir son expansion continue en Afrique de l'Ouest.

● Hélène Martelot

Ce Boeing 737 MAX 8, un modèle dernier cri, est conçu pour optimiser la connectivité d'Asky dans la région, avec une configuration de huit sièges en classe Affaires et de 177 sièges en classe Économie. L'avion sera affecté à des liaisons clés telles que Lagos, Accra, Abidjan et Dakar, où la demande de passagers reste particulièrement élevée. En ajoutant cet appareil à sa flotte, Asky espère répondre à la croissance du trafic aérien dans ces corridors stratégiques, tout en continuant de moderniser ses opérations. L'arrivée de cet avion s'inscrit dans un processus de renouvellement de la flotte entamé par la compagnie en octobre 2024. En remplaçant son plus ancien appareil, qui était en service depuis 2010, Asky poursuit sa stratégie de modernisation et de développement. Cette initiative fait partie d'un plan ambitieux lancé en juin 2024, visant à augmenter sa capacité opérationnelle. Avec l'objectif d'ajouter deux avions



par an, principalement des Boeing 787, Asky prévoit d'atteindre une flotte de vingt appareils d'ici 2027. Cette dynamique de croissance ne se limite pas à la flotte, puisque la compagnie entend également étendre son réseau. Asky a pour ambition d'ajouter deux nouvelles destinations chaque année, élargissant ainsi sa présence sur le continent africain. Actuellement, la compagnie dessert 29 destinations à travers l'Afrique et continue d'afficher une activité en forte progression. En 2023, Asky a enregistré environ 1,1 million de passagers, un signe évident de la demande croissante pour ses

services. Avec cette nouvelle acquisition, Ethiopian Airlines renforce son rôle stratégique dans le développement d'Asky, dont elle détient la majorité du capital et à qui elle fournit régulièrement des appareils en location. Le partenariat entre les deux compagnies permet à Asky de continuer à se développer tout en bénéficiant du soutien et de l'expertise de son actionnaire principal. Asky s'affirme ainsi comme un acteur majeur du transport aérien en Afrique de l'Ouest, contribuant au développement économique de la région et à la croissance du trafic aérien à l'aéroport de Lomé, son principal hub.

INAM**Des innovations pour améliorer la mise en œuvre de l'AMU**

L'Institut national d'assurance maladie (INAM) a introduit plusieurs réformes visant à améliorer la prise en charge des assurés et à renforcer l'efficacité du système d'Assurance Maladie Universelle (AMU).

Les avancées touchent divers aspects, allant de la simplification des procédures à l'accélération du traitement des dossiers. De fait, depuis le 1er janvier 2025, le renouvellement des carnets de soins est totalement gratuit. En outre, l'institut a mis en circulation de nouveaux supports de prise en charge, notamment des feuilles de soins et des feuilles d'hospitalisation plus adaptées au contexte de l'AMU. Ces documents, disponibles directement auprès des prestataires conventionnés, remplacent progressivement les anciens carnets.

Des mesures ont également été prises pour améliorer et accélérer la production et la distribution des cartes AMU-INAM. En trois mois (novembre 2024 - janvier 2025), 15.987 cartes ont été produites et mises à disposition des usagers. S'agissant des prestataires de soins, des efforts ont été consentis pour assurer le règlement des factures dans les délais. Entre octobre 2024 et janvier 2025, un montant de 3,6 milliards FCFA a été versé aux structures conventionnées. Dans la même dynamique d'amélioration, le pro-

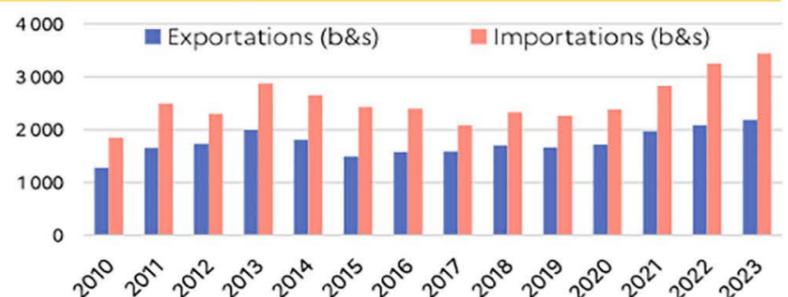
gramme « School Assur » a été intégré au régime AMU-INAM sous la dénomination « School AMU ». Depuis l'an dernier (septembre 2024), cette réforme garantit la continuité de la couverture maladie à près de deux millions d'élèves inscrits dans les établissements scolaires publics d'enseignement général et technique. Pour rappel, l'AMU est opérée par deux entités : l'INAM pour les agents publics, la CNSS pour les salariés du secteur privé. En juillet 2024, le dispositif couvrait déjà plus de 800.000 personnes.

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)

	2021	2022	2023
Exportations de biens et services (BM)	1 971	2 091	2 192
Importations de biens et services (BM)	2 833	3 259	3 441
Balance des biens et services (BM)	- 861	- 1 167	- 1 249



● Source : tresor.economie.gouv.fr

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» Couverture médiatique



» Insertion publicitaire



» Publi-reportage ...

Accédez à notre *Site Web* et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!

... *L'économiste du Togo, le journal des décideurs* ...

Rejoignez la BCEAO et contribuez au développement des Etats membres de l'UMOA

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est un établissement public international dont le siège est situé à Dakar, au Sénégal. Elle est l'Institut d'émission commun aux Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) que sont le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Pour l'exercice de ses missions et de ses activités, la BCEAO recrute des Agents qualifiés dans divers domaines (Banque et services financiers, Économie et politique monétaire, Recherche économique, Statistiques et modélisation économique, Finance, comptabilité et audit, Juridique et conformité, Informatique et technologies de l'information, Ressources humaines et gestion des talents, Infrastructures et logistique, Communication et relations institutionnelles, etc.).

Intégrer la BCEAO, c'est rejoindre une Institution d'excellence, offrant des défis majeurs dans des domaines structurants et des perspectives de carrière enrichissantes dans un environnement multiculturel.

Les principaux critères d'éligibilité à un emploi à la BCEAO sont les suivants :

1. être ressortissant d'un Etat membre de l'UMOA ;
2. jouir de ses droits civiques et être de bonne moralité ;
3. être âgé de 18 ans au moins et de 40 ans au plus ;
4. être titulaire du diplôme requis pour l'emploi postulé ;
5. avoir une expérience professionnelle pertinente (hors stage) dans le domaine de l'emploi, dont la durée est fonction du poste à pourvoir.

Pour postuler, les candidats doivent produire un curriculum vitae indiquant notamment :

- la date de naissance ;
- la nationalité ;
- les périodes exactes des expériences professionnelles (date début et date fin) ainsi qu'un résumé des activités prises en charge ;
- le type de contrat pour chaque expérience (CDD, CDI, Consultance, Stage, etc.) ;
- la liste de tous les diplômes, y compris le Baccalauréat le cas échéant, en précisant la date d'obtention, l'établissement de formation et la spécialité de chaque diplôme.

Afrique

Eutelsat et Q-KON renforcent leur partenariat pour l'Internet par satellite en Afrique

En novembre 2024, le groupe Eutelsat a signé un accord pluriannuel avec Q-KON, un fournisseur clé de solutions satellitaires, pour étendre les services Internet par satellite en orbite terrestre basse (LEO) en Afrique subsaharienne. Ce partenariat vise à offrir une connectivité à haut débit et à faible latence aux entreprises et communautés rurales, en particulier en Afrique australe, où l'accès à Internet reste limité.

• Vivien Atakpabem

Ce nouvel accord marque une expansion significative d'une collaboration initiée en 2023, qui a déjà permis le lancement de services bancaires numériques grâce à la technologie satellite LEO d'Eutelsat OneWeb et aux services Twoobii Smart Satellite de Q-KON. L'expansion des services Internet par satellite dans la région s'accompagne d'une augmentation de la capacité réseau fournie par Eutelsat OneWeb, permettant ainsi à Q-KON d'élargir son offre Twoobii-LEO. L'objectif est de répondre à une demande croissante en connectivité fiable et rapide, particulièrement dans les zones mal desservies par les infrastructures terrestres. Les domaines impactés par cette expansion concernent les applications basées sur le cloud pour les entreprises, la télémédecine, facilitant l'accès aux soins



à distance, l'apprentissage en ligne, favorisant l'éducation numérique, la fintech, avec des services bancaires numériques performants, la connectivité pour les entreprises et les administrations publiques. Les populations urbaines et rurales bénéficieront ainsi d'une connexion stable et performante, indépendamment des contraintes géographiques.

Un partenariat salué par les dirigeants

Le renforcement du partenariat entre Eutelsat et Q-KON illustre une volonté commune d'accélérer l'inclusion numérique en Afrique. Cyril Dujardin, président de la division Connectivité d'Eutelsat, s'est félicité de cette nouvelle

avancée : « Nous sommes ravis de renforcer notre relation avec Q-KON et honorés de la confiance que Q-KON nous accorde suite à notre coopération initiale réussie. Nous sommes impatientes de continuer à travailler ensemble pour répondre aux exigences élevées en matière de services fiables et abordables en Afrique. » Dr Dawie de Wet, PDG du groupe Q-KON, a souligné l'impact de cette expansion : « Cet accord offre davantage de flexibilité et d'innovation pour une connectivité plus rapide et plus fiable, qui permettra d'autonomiser les entreprises et de soutenir la transformation numérique à travers l'Afrique subsaharienne. »

Smartphones en Afrique

Entre accessibilité et fracture numérique

En 2024, le prix moyen des smartphones d'entrée de gamme en Afrique a grimpé de 70 \$ à 110 \$, soit une hausse de 57 % en seulement un an, selon une analyse menée par TruStonic. Cette augmentation s'explique en grande partie par l'accès facilité aux financements d'appareils sans vérification de crédit, permettant aux consommateurs d'étaler leur paiement sur plusieurs mois.

• Junior Aredola

Si cette évolution a favorisé l'adoption des smartphones, notamment par les femmes, qui représentent 60 % des nouvelles acquisitions, elle met également en lumière une problématique persistante : l'abordabilité des téléphones mobiles sur un continent où une grande partie de la population vit encore dans la précarité. Le financement sécurisé des appareils, mis en place par les opérateurs, les institutions financières et les détaillants, s'est révélé être une solution efficace pour élargir l'accès aux smartphones. Grâce à des paiements échelonnés et sans nécessité de cote de crédit, de nombreux consommateurs africains ont pu abandonner leurs téléphones basiques « talk and text » pour des smartphones plus performants.

Un impact significatif sur l'inclusion numérique

Une adoption accrue des smartphones, notamment par les femmes (+22 % en un an). Une réduction des barrières financières grâce aux options de paiement flexible. Une démocratisation de l'accès à Internet mobile dans des régions où le fossé numérique reste important. Cependant, malgré ces progrès, le coût d'un smartphone demeure



un obstacle majeur. Selon la Banque mondiale, 40 % des Africains subsahariens vivent avec moins de 1,90 \$ par jour, rendant même un téléphone à 100 \$ inaccessible sans options de financement.

Bien de luxe ou moteur de développement

Au-delà de l'accessibilité, les smartphones jouent un rôle crucial dans le développement économique de l'Afrique. Un rapport de GSMA Intelligence estime qu'en 2022, les technologies mobiles ont contribué à hauteur de 8,1 % du PIB en Afrique subsaharienne, soit environ 170 milliards de dollars.

Pourquoi l'adoption des smartphones est-elle si importante ?

Accès facilité aux services financiers numériques pour les populations non bancarisées ; augmentation des opportunités économiques (e-commerce, télétravail, éducation

en ligne) ; développement du marché des fintechs et des services numériques ; chaque nouvel utilisateur de smartphone stimule la croissance économique, en créant un effet d'entraînement sur l'emploi, la productivité et la consommation. Malgré une baisse progressive du prix des smartphones ces dernières années, leur coût reste prohibitif pour une grande partie de la population. Les fabricants et opérateurs doivent innover pour rendre ces appareils plus accessibles.

Les stratégies mises en place

Plans de financement et paiements échelonnés pour les consommateurs, subventions croisées sur les forfaits mobiles pour amortir le prix des téléphones, production de modèles ultra-low-cost, adaptés aux revenus locaux. L'augmentation du prix des smartphones en Afrique est un double enjeu à savoir faciliter l'accès aux appareils grâce à des solutions de financement innovantes et encourager une production locale de smartphones abordables, pour réduire la dépendance aux importations et stimuler l'économie locale. Le défi reste immense, mais une chose est sûre : l'avenir du numérique en Afrique dépendra de la capacité du marché à proposer des smartphones accessibles au plus grand nombre.

Bénin

Le Cyber Africa Forum prépare sa 5e édition à Cotonou

Le Cyber Africa Forum, principal événement africain dans le domaine de la cybersécurité, se tiendra au Bénin les 24 et 25 juin 2025. C'est la première fois que l'événement s'organise hors de Côte d'Ivoire, après 4 éditions.

Le Cyber Africa Forum (CAF) a organisé le mercredi 26 février à Cotonou une conférence de presse sur sa 5e édition qui se tiendra au Bénin les 24 et 25 juin prochains. Un panel informatif a été tenu par Franck Kié, commissaire général de l'événement, Ariel Sacramento, représentant le ministère béninois de l'Économie, Ouani Medégnan Fagla, DG du Centre national béninois d'investigations numériques (CNIN), et Sandra Amichia, la cheffe de mission résidente de la BOAD. Pour la partie béninoise, le CAF constitue une opportunité de montrer au monde le savoir-

faire local en matière de cybersécurité. « Nous voulons montrer que nous avons des ressources humaines performantes, dynamiques, que nous avons des entreprises de services de sécurité numérique qui commencent à être des références » a déclaré le DG du CNIN. « Le pays fait un bond assez extraordinaire en matière économique et devient un terrain extrêmement favorable sur les questions du numérique » a renchéri le commissaire général, ajoutant que « le CAF promeut l'excellence en matière de cybersécurité, et on ne serait pas allés dans

un pays qui ne satisfait pas ce critère. Le CAF apprécie les efforts importants fournis par les autorités béninoises pour lutter contre la cybercriminalité ». Pour Franck Kié, le Bénin était aussi une destination intéressante pour le premier changement d'hôte de l'événement qui s'était jusque-là toujours tenu en Côte d'Ivoire, mais qui ambitionne désormais d'être présent partout en Afrique. « Nous avons toujours eu cette ambition panafricaine. En plus, aujourd'hui, aucun pays ne peut prétendre penser de manière isolée à sa souveraineté numérique.

Avec Agence Ecofin

mercredi 5 mars 2025

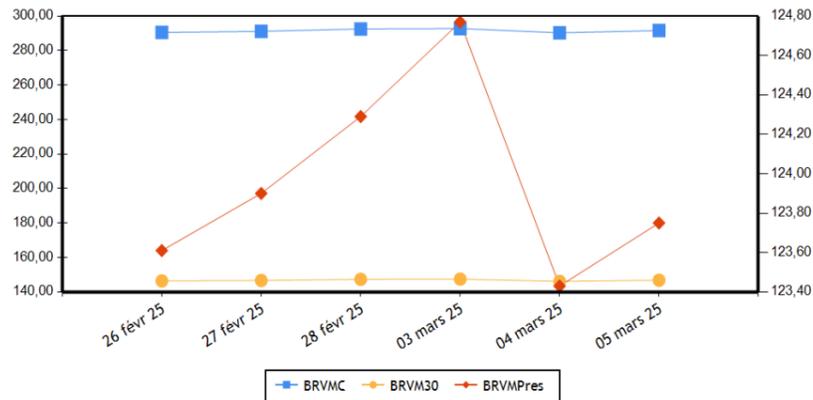
N° 45

BRVM COMPOSITE	291,59
Variation Jour	0,45 %
Variation annuelle	5,64 %

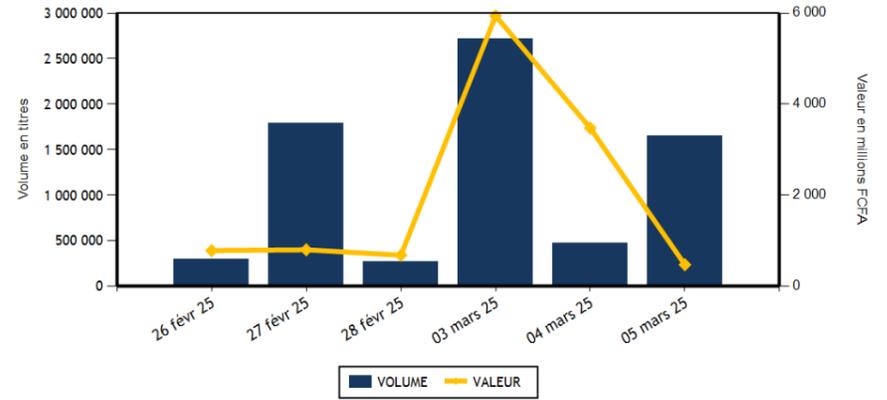
BRVM 30	146,80
Variation Jour	0,46 %
Variation annuelle	5,81 %

BRVM PRESTIGE	123,75
Variation Jour	0,26 %
Variation annuelle	7,76 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	10 936 540 752 722	0,45 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 649 701	752,29 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	471 825 085	-27,82 %
Nombre de titres transigés	44	2,33 %
Nombre de titres en hausse	26	136,36 %
Nombre de titres en baisse	12	-40,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-50,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	4 060	7,41 %	33,77 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	3 260	7,06 %	3,49 %
SITAB CI (STBC)	9 045	6,41 %	23,90 %
AFRICA GLOBAL LOGISTICS CI (SDSC)	1 395	4,10 %	4,10 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	1 880	3,87 %	-14,55 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	10 578 477 299 059	0,00 %
Volume échangé	150	-99,95 %
Valeur transigée (FCFA)	1 492 500	-99,95 %
Nombre de titres transigés	1	-66,67 %
Nombre de titres en hausse	0	-100,00 %
Nombre de titres en baisse	0	
Nombre de titres inchangés	1	-50,00 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTALENERGIES MARKETING CI (TTLC)	3 670	-3,04 %	46,80 %
LOTIERIE NATIONALE DU BENIN (LNBB)	4 845	-1,72 %	2,43 %
SOLIBRA CI (SLBC)	14 800	-1,30 %	14,29 %
BICI CI (BICC)	15 800	-1,22 %	12,86 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	505	-0,98 %	1,00 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	123,75	0,26 %	7,76 %	36 767	207 026 620	10,86
BRVM-PRINCIPAL	37	149,46	1,44 %	8,22 %	1 612 934	264 798 465	11,97

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	133,34	1,38 %	13,62 %	32 290	106 061 995	19,75
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	778,63	-0,20 %	1,92 %	8 141	81 529 870	11,22
BRVM - FINANCES	15	109,52	1,45 %	7,64 %	1 561 598	147 469 370	7,43
BRVM - TRANSPORT	2	341,70	3,99 %	3,99 %	8 186	10 788 455	4,32
BRVM - AGRICULTURE	5	220,48	0,68 %	11,88 %	8 024	30 993 895	15,21
BRVM - DISTRIBUTION	7	393,95	-1,15 %	17,50 %	30 709	93 899 770	23,62
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	679,04	-1,40 %	4,55 %	753	1 081 730	22,80

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	101,58	-0,24 %	1,58 %	7 037	77 637 295	11,19
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	100,05	-0,65 %	0,05 %	10 002	7 835 875	23,40
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	107,63	1,44 %	7,63 %	1 561 598	147 469 370	7,43
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	115,11	1,10 %	15,11 %	8 381	34 375 620	19,94
BRVM - INDUSTRIELS	7	111,99	2,69 %	11,99 %	23 280	34 831 310	7,41
BRVM - ENERGIE	4	119,73	-1,03 %	19,73 %	38 299	165 783 040	20,48
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	111,90	0,88 %	11,90 %	1 104	3 892 575	11,87

Guerre commerciale

La Chine vise un objectif de croissance de 5% en 2025

Un objectif de croissance de 5% en 2025 apparaît comme ambitieux étant donné les difficultés auxquelles la Chine est confrontée.

La Chine, malgré ses difficultés économiques, a annoncé mercredi viser une croissance «d'environ 5%» en 2025, prévoyant de creuser son déficit budgétaire et de mettre l'accent sur la demande intérieure au moment où elle fait face à une guerre commerciale naissante avec les États-Unis. Ces annonces ont été faites par le premier ministre Li Qiang à l'ouverture de la session annuelle du Parlement, le principal rendez-vous politique de l'année dans le pays. La deuxième économie mondiale est confrontée à une crise durable du secteur immobilier et à un taux de chômage élevé chez les jeunes. Elle peine à pleinement retrouver son élan depuis la pandémie. Pour autant, Li Qiang vise pour son pays une croissance d'environ 5% pour cette année, un objectif identique à celui de 2024 et en ligne avec les prévisions des analystes, ainsi qu'une inflation de 2%, bien supérieure à la quasi-stagnation de l'an dernier (0,2%).

«Force motrice»

L'occasion pour le premier ministre Li Qiang de présenter le «rapport d'activité» de son gouvernement. Un long discours dans lequel il tracera les grandes lignes de la politique économique,



sociale et diplomatique des mois à venir. Il proclamera également l'objectif officiel de croissance du Produit intérieur brut (PIB) pour 2025. Le chiffre de 5% apparaît comme ambitieux étant donné les difficultés auxquelles la Chine est confrontée. L'économie chinoise, qui fait face à une crise durable du secteur immobilier et à un taux de chômage élevé chez les jeunes, peine à pleinement retrouver son élan depuis la pandémie. Sans compter les difficultés supplémentaires érigées par Donald Trump.

«Jusqu'au bout»

Publié à l'occasion de la présentation mercredi du «rapport d'activité» du gouvernement, le chiffre d'environ 5% de croissance de croissance du Produit intérieur brut (PIB) en 2025 apparaît comme ambitieux étant donné les difficultés auxquelles la Chine est confrontée. À ces dernières s'ajoutent les obstacles érigés par Donald

Trump. Le président américain a imposé mardi de nouveaux droits de douane additionnels sur les produits importés de Chine. Ces taxes devraient toucher plusieurs centaines de milliards de dollars d'échanges commerciaux entre les deux plus grandes économies mondiales. Pour soutenir sa croissance économique, Pékin s'est engagé dans ce contexte à faire de la demande intérieure sa «force motrice» en 2025.

Budget militaire en hausse

Les contre-mesures de Pékin sont une «réponse relativement modérée» par rapport aux droits de douane de Donald Trump, qui eux visent l'intégralité des produits chinois arrivant sur le sol américain, écrit Lynn Song, économiste pour la Chine continentale chez ING. «La riposte aurait pu être beaucoup plus forte, mais avec chaque nouvelle escalade, le risque d'une réponse plus forte (de la part des États-Unis) augmente également», ajoute-t-il. En marge de la cérémonie d'ouverture de mercredi, la Chine a par ailleurs annoncé que son budget de la Défense augmenterait de 7,2% en 2025. La Chine augmente ses dépenses militaires depuis plusieurs décennies.

Avec lematin.ch

Taiwan

Le géant des puces électroniques TSMC investit aux États-Unis

Donald Trump a annoncé lundi des investissements massifs aux États-Unis du géant taiwanais de la fabrication de puces électroniques, TSMC.

Le géant taiwanais de la fabrication de puces électroniques TSMC a annoncé lundi à la Maison-Blanche qu'il allait investir 100 milliards de dollars (90 milliards de francs, ndlr) supplémentaires aux États-Unis, l'administration Trump mettant en avant que cela lui permettra d'échapper aux nouvelles taxes sur les produits importés. «Ils investiront au moins 100 milliards de dollars aux États-Unis à court terme pour construire des usines à la pointe en matière de production de semi-conducteurs», a déclaré le président américain Donald Trump, prenant la parole avant le PDG de TSMC, C.C. Wei. Cet investissement permettra «de créer des milliers d'emplois», «très bien payés» en Arizona, a-t-il salué. Donald Trump a placé la technologie au premier plan de son second mandat, en



faisant figurer des magnats du secteur en bonne place lors de son investiture et en annonçant des investissements importants dans les infrastructures liées à l'intelligence artificielle (IA).

«Éviter les droits de douane»

Il a aussi appelé les entreprises étrangères à créer des emplois dans l'industrie aux États-Unis, soulignant que cela leur permettrait d'échapper aux droits de douane qu'il met en place. Depuis février, Donald Trump fait

planer la menace de droits de douane de 25% sur les semi-conducteurs, parmi d'autres produits comme les voitures et les médicaments. Les entreprises «viennent ici investir beaucoup d'argent parce qu'elles veulent être dans le plus grand marché du monde, et elles veulent éviter les droits de douane qu'elles subiraient si elles n'étaient pas installées ici», a mis en avant le ministre américain du Commerce, Howard Lutnick, également présent lundi à la Maison-Blanche.

Avec lematin.ch

Salon mondial du mobile

À Barcelone, le smartphone fait de la résistance

Face aux autres objets connectés, ils gagnent un second souffle grâce à l'IA et maintiennent leur place centrale comme objet de communication du quotidien.

Montres, lunettes, bagues: face à des objets connectés aux fonctionnalités de plus en plus développées, les smartphones gagnent un second souffle grâce à l'IA et maintiennent leur place centrale comme objet de communication du quotidien. Pour le chercheur star de Meta, Yann LeCun, connu pour être l'un des pères de l'intelligence artificielle modernes, les photos se prennent et s'envoient désormais directement avec des lunettes. Le Français, qui arbore sur le nez une monture noire, fait régulièrement la démonstration enthousiaste de l'objet. Développées par Meta, en partenariat avec la marque Ray-Ban, ces lunettes connectées sont capables de lire de la musique, de prendre des photos ou de retransmettre des vidéos en direct.

Diversification

Alors que s'est ouvert lundi à Barcelone le salon mondial du mobile, une note de l'Université ouverte de Catalogne souligne la place des «nouvelles gammes de produits permettant aux fabricants de diversifier les espoirs placés jusqu'à présent dans les mobiles». «Nous verrons des prototypes et des démonstrations de lunettes qui placent un petit écran, très limité,



devant nos yeux», note César Córcoles, professeur d'études en informatique, multimédia et télécommunications. Aux côtés des montres et aux appareils connectés, de tels produits seraient-ils en train de rincer le smartphone ?

Deux ans de reflux, mais...

Après deux années de reflux des ventes de smartphones, celles-ci ont connu en 2024 une hausse de 7%, avec 1,2 milliard de produits vendus, selon le cabinet d'analyse Canalys. Si le taux de croissance paraît bien faible face à celui des lunettes connectées, qui a connu un bond de 210% sur la même année selon les chiffres du cabinet Counterpoint, la taille du marché reste relativement modeste, avec plus de deux millions de paires vendues. Le cas du «AI Pin», un objet lancé en avril 2024 par l'entreprise américaine Humane, a récemment illustré

la difficulté de concurrencer le classique smartphone. Le boîtier, notamment équipé d'un numéro de téléphone, d'une caméra et d'un mini-projecteur pensé pour être attaché au niveau de la poitrine, voulait remplacer le téléphone. Mais la marque, rachetée par HP, en a dernièrement cessé la commercialisation.

«Pas encore assez utile»

Pour Jack Leathem, analyste à Canalys, l'objet n'était «pas encore assez utile». «C'est un gadget sympa, mais les humains sont devenus très, très habitués aux interactions basées sur le texte sur les écrans tactiles (...) et je pense qu'il faudrait qu'un produit soit assez exceptionnel pour faire changer cela», commente-t-il auprès de l'AFP. Un élément également souligné par Shen Ye, responsable du développement des produits que HTC Vive, spécialisée dans les accessoires de réalité virtuelle. «La chose la plus difficile à faire est de faire changer les gens de comportement. Nous utilisons toujours un clavier qwerty — l'équivalent anglophone du clavier qwertz suisse, NDLR — parce que c'est ce à quoi nous sommes habitués», explique-t-il.

(AFP)

Amérique centrale

Des ports près du canal de Panama passent sous pavillon américain

Un consortium américain va racheter deux ports situés près du canal de Panama et détenus par le géant hongkongais Hutchison.

Deux ports situés près du canal de Panama et détenus par le géant hongkongais Hutchison vont être cédés à un consortium américain mené par la société d'investissements BlackRock, en vertu d'un accord de principe conclu sur fond de menaces de Donald Trump. Lors d'un discours au Congrès prononcé mardi soir, le président américain a déclaré que les États-Unis allaient «reprandre» le canal pour «renforcer encore notre sécurité nationale». Le consortium américain, constitué également de Global Infrastructure Partners (GIP) et de la société Terminal Investment, a prévu de déboursier près de 19 milliards de dollars (17 milliards de francs), en incluant une dette nette de 5 milliards de dollars. Les parties sont entrées dans une période de négociations exclusives de 145



jours, ont-elles précisé dans un communiqué commun et une déclaration à la Bourse de Hong Kong. Ce projet de cession intervient au moment où Washington ne cesse de dénoncer, depuis le retour au pouvoir de Donald Trump en janvier, une supposée emprise chinoise sur le canal de Panama.

Transaction «entre entreprises privées»

«Je voudrais insister sur le fait que la transaction est de nature purement commerciale et totalement sans rapport avec les récentes informations de presse en matière politique concernant les ports du Panama», a néanmoins relevé Franck Sixt, un responsable de CK Hutchison,

cité dans le communiqué. «Cette transaction est le fruit d'un processus rapide, discret mais compétitif au cours duquel de nombreuses offres et marques d'intérêt ont été reçues», a-t-il précisé. Dans la même veine, le gouvernement panaméen a réagi en insistant dans un communiqué sur le fait qu'il s'agit d'une transaction mondiale, entre entreprises privées, motivée par des intérêts mutuels. Il a également indiqué que l'audit entamé par les autorités panaméennes et destiné à vérifier que Hutchison Ports PPC (aussi connue comme Panama Ports Company), la filiale qui exploite actuellement ces ports, respecte ses engagements financiers, «doit se poursuivre». CK Hutchison est un immense empire commercial, fondé par le milliardaire hongkongais Li Ka-shing.

Avec lematin.ch

Stupéfiants

L'expansion rapide des drogues de synthèse transforme les marchés illicites

Les drogues de synthèse transforment rapidement le commerce mondial de la drogue, alimentant une crise de santé publique croissante, selon l'Organe international de contrôle des stupéfiants (OICS) administré par l'ONU.

Dans son rapport annuel 2024, publié mardi, l'OICS explique que contrairement aux drogues à base de plantes, ces substances peuvent être fabriquées n'importe où, sans qu'il soit nécessaire de les cultiver à grande échelle, ce qui les rend plus faciles et moins chères à produire et à distribuer pour les trafiquants. L'essor d'opioïdes puissants comme le fentanyl et les nitazènes – suffisamment puissants pour provoquer des overdoses avec de minuscules doses – a aggravé la crise, entraînant un nombre record de décès. « L'expansion rapide de l'industrie des drogues de synthèse illicites représente une menace majeure pour la santé publique mondiale avec des conséquences potentiellement désastreuses pour l'humanité », a déclaré le Président de l'OICS, Jallal Toufiq. « Nous devons travailler



● © UNODC. Les autorités nigériennes incinèrent des drogues illicites saisies à Niamey (photo d'archives).

ensemble pour prendre des mesures plus fortes contre ce problème mortel qui cause des centaines de décès et des dommages incalculables aux communautés », a-t-il poursuivi.

Les trafiquants devançant la réglementation

Les groupes criminels s'adaptent constamment pour échapper aux forces de l'ordre. En exploitant les failles juridiques, ils

développent de nouveaux composés de synthèse et utilisent l'intelligence artificielle pour trouver des produits chimiques alternatifs pour la production de drogues. De nouvelles méthodes de contrebande – notamment les drones et les livraisons postales – rendent ces drogues plus difficiles à détecter. En conséquence, les saisies de substances de synthèse dépassent désormais celles de drogues traditionnelles à base de plantes comme l'héroïne et la cocaïne.

Une réponse disparate

Malgré les efforts déployés pour lutter contre les drogues de synthèse, les réponses restent fragmentées, ce qui permet aux trafiquants de garder une longueur d'avance. L'OICS appelle à une coopération mondiale plus forte, notamment des partenariats entre les gouvernements, les entreprises privées et les organisations internationales, pour perturber les chaînes d'approvisionnement et prévenir les dommages.

Les médicaments hors de portée

Alors que les drogues de synthèse inondent les marchés illégaux, des millions de personnes dans les pays à revenu faible et intermédiaire n'ont toujours pas accès aux analgésiques essentiels. Le rapport souligne que les analgésiques opioïdes tels

que la morphine restent indisponibles dans des régions comme l'Afrique, l'Asie du Sud et l'Amérique centrale – non pas en raison de pénuries d'approvisionnement, mais en raison d'obstacles à la distribution et à la réglementation. L'OICS exhorte les pays producteurs d'opioïdes à augmenter leur production et leur accessibilité afin d'améliorer les soins palliatifs et la gestion de la douleur.

Préoccupations régionales

Le rapport identifie plusieurs régions où le trafic de drogues de synthèse est en pleine expansion. En Europe, le déficit imminent d'héroïne suite à l'interdiction de l'opium en Afghanistan en 2022 pourrait pousser davantage d'utilisateurs vers des alternatives synthétiques tandis qu'en Amérique du Nord, malgré les efforts déployés pour enrayer la crise, les décès liés aux opioïdes de synthèse restent à des niveaux

record. La fabrication, le trafic et la consommation de stimulants de type amphétamine augmentent au Moyen-Orient et en Afrique, où les services de traitement et de réadaptation sont souvent inadéquats. Pendant ce temps, dans la région Asie-Pacifique, le trafic de méthamphétamine et de kétamine continue de croître, en particulier dans le Triangle d'or.

Appel à une action urgente

L'OICS exhorte les gouvernements à renforcer la collaboration internationale, à améliorer le partage des données et à étendre les services de prévention et de traitement de la toxicomanie. Sans action décisive, le commerce des drogues de synthèse continuera d'évoluer, mettant davantage de vies en danger.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Tâchez de faire un effort pour mieux équilibrer votre budget. Si vous ne vous imposez pas certaines restrictions, vous aurez bientôt des ennuis et en tout cas plus tôt que vous ne le pensez.

Taureau Vous vous sentirez un peu sur la corde raide. Si vous vous êtes lancé sans réfléchir en vous fiant à vos intuitions, elles pourront vous tromper au risque de vous faire prendre des engagements au-dessus de vos possibilités financières.

Gémeaux Pas de souci à vous faire côté argent. Mais ne vous attendez pas non plus à des rentrées mirobolantes. Les astres ayant déserté vos secteurs liés aux finances, libre à vous de faire ce qui vous plaît. Quels que soient vos choix, vous aurez toujours la possibilité de les rectifier sans trop de difficultés.

Cancer Vous aurez aujourd'hui une bonne surprise concernant vos gains ou vos revenus. Vous pourrez aussi faire une très bonne affaire, au feeling, en vous fiant autant à votre expérience en la matière qu'à votre flair.

Lion Pluton formera des combinaisons astrales négatives. Pour certains natifs du deuxième décane, cela se traduira par des retards de paiement, ou même par un litige impliquant des questions pécuniaires délicates. Pour les autres, tout ira bien. Mais vous vous débrouillerez peut-être alors pour saper votre équilibre en vous lançant dans un achat ruineux !

Vierge Belles perspectives dans le domaine immobilier. Vous bénéficierez des appuis solides des astres. Prenez quand même toutes les garanties nécessaires en étudiant soigneusement les papiers à signer ; ne soyez pas négligent.

Balance Vous aurez intérêt à prendre toutes les décisions nécessaires concernant votre situation financière au cours de cette journée, où de nombreuses planètes vous protégeront. Vous y verrez clair, et vos choix seront particulièrement judicieux.

Scorpion Vous préférerez remplir votre bas de laine et vous aurez raison. L'heure sera à l'économie. Pour certains natifs, dépenses imprévues et importantes ; pour d'autres, des complications apparemment inextricables à propos d'un héritage, d'une succession, ou de tout ce qui touche le patrimoine.

Capricorne Vous envisagez de changer de résidence ? Une affaire immobilière intéressante devrait se présenter aujourd'hui. Ne laissez pas cette occasion vous passer sous le nez.

Sagittaire Des dépenses importantes ou imprévues concernant l'immobilier devront être envisagées aujourd'hui. Mais Jupiter en cet aspect ne sera pas favorable à un achat ou à une transaction en ce moment. Cependant, son action se trouverait contrecarrée par Mercure, qui pourrait apporter une proposition intéressante sur ce plan. En somme, vous pourrez agir, mais avec une grande circonspection.

Verseau Cette position de la planète Jupiter favorisera les gains dans les activités en association avec des étrangers. Votre partenaire fera alors fructifier vos placements. N'oubliez pas non plus d'associer votre famille à vos décisions.

Poisson Les planètes vont mettre en vedette les secteurs de votre thème liés à l'argent. Elles pourront provoquer des dépenses imprévues ou importantes, ou des retards de paiement. Montrez-vous attentif à ce qui se passe sur votre compte en banque.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Téléssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Junior AREDOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département du Développement de l'Entreprise, des Mines,
de l'Energie et de l'Economie Numérique

Le Commissaire



AVIS N° 0010/2025/AMI/DEMEN/UEMOA

POUR LE RECRUTEMENT D'UN CABINET D'ETUDES EN VUE DE LA
CONCEPTION ET LA REALISATION D'UN SYSTEME REGIONAL D'INFORMATION
SUR LE SECTEUR EXTRACTIF

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son Budget 2025, envisage le recrutement d'un cabinet d'études pour la conception et la réalisation d'un système régional d'information sur le secteur extractif.

2. L'objectif général est d'améliorer la disponibilité de l'information statistique du secteur extractif de l'UEMOA en vue de faciliter sa transformation structurelle.

Pour ce faire, l'objet de la mission est de concevoir et réaliser un système régional d'information comme outil stratégique de transformation structurelle du secteur extractif de l'UEMOA, en alignement avec le Plan stratégique 2025-2030 de la Commission.

3. De façon spécifique, la mission du Cabinet d'études consiste à :

- Concevoir une architecture du système alignée sur les objectifs de transformation structurelle définis dans le Plan stratégique 2025-2030 de la Commission, notamment en matière de valorisation des ressources extractives et de développement des chaînes de valeur régionales ;
- Proposer un dispositif permettant le suivi efficace des chaînes de valeur régionales du secteur extractif, notamment à travers la collecte et l'analyse de données relatives à l'ensemble des maillons d'activités dudit secteur, depuis l'exploration jusqu'à la commercialisation ;
- Développer une approche intégrée pour répondre aux besoins spécifiques des différents acteurs publics (administrations, institutions régionales, etc.) et privés (entreprises minières, transformateurs, fournisseurs de biens et services, etc.) afin de dynamiser le développement du secteur extractif ;
- Définir les mécanismes de partage et de valorisation des données entre États membres, en cohérence avec les objectifs d'intégration régionale ;
- Tenir compte des objectifs de modernisation de la gouvernance institutionnelle de la Commission dans la proposition du dispositif à mettre en place.

4. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de six (06) mois.

5. En vue de la constitution de la liste restreinte et pour une Demande de Propositions ultérieure, le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite les Cabinets d'études à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

6. Les Cabinets d'études intéressés sont invités à produire, dans leurs dossiers de manifestation d'intérêt, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises pertinentes, en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (brochures, références concernant l'exécution des contrats analogues, attestations de bonne exécution, moyens matériels, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des compétences nécessaires, etc.).

7. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

8. L'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux règles et procédures définies par la réglementation en vigueur à l'UEMOA, notamment le Règlement d'exécution n°001/2020/COM/UEMOA du 24 février 2020 relatif aux règles de passation, d'exécution, de réception et de règlement des marchés des Organes de l'UEMOA.

9. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale du Consultant, l'expérience spécifique et la connaissance de l'espace communautaire (expérience dans les Etats membres de l'UEMOA) sur la base des critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - Expérience générale du Consultant	30
2 - Expérience spécifique du Consultant	60
3. Connaissance de l'espace communautaire (expérience dans les Etats membres de l'UEMOA)	10
Total des points	100

10. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- Lénaboua COULIBALY - Tél. : +226 25 42 51 10, Email : lcoulibaly@uemoa.int;
- Pauline P. CRESPIN - Tél. : +226 25 42 50 60, Email : ppcrespin@uemoa.int.

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 07 H 30 mn à 12 H 30 mn et de 13 H 30 mn à 16 H 30 mn ;

11. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4 et fournies en trois (03) exemplaires dont un original, ainsi que la version numérique sur une clé USB, le tout dans une enveloppe, peuvent être envoyées par la Poste ou déposées au service courrier de la Commission de l'UEMOA à l'adresse suivante : 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01- BURKINA FASO, au plus tard le **mardi 18 mars 2025 à 09 H 00 mn précises, heure locale**.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et porter visiblement la mention : « **Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un Cabinet d'études en vue de la conception et la réalisation d'un système régional d'information sur le secteur extractif** ».

Cette enveloppe doit porter clairement la mention : "A OUVRIR UNIQUEMENT EN PRESENCE DU COMITE D'EVALUATION"

12. L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 heures 00 mn dans la salle de réunion du 1^{er} étage du Complexe administratif sis à Ouaga 2000.

Les candidats désireux peuvent prendre part à ladite séance d'ouverture des plis ou se faire représenter à travers un mandat officiel.

Le Commissaire chargé du Département
du Développement de l'Entreprise, des
Mines, de l'Energie et de l'Economie
Numérique

Paul Koffi KOFFI



Vo / Société

L'association « ACIT » offre des vêtements à la population de Hédjékpôé

L'Association Caritative Islamique du Togo (ACIT -Togo) a, pour la 5ème fois, distribué, le dimanche 2 mars, des vêtements à la population du village de Hédjékpôé, à 5 km au sud-est de Vogon.

Composé essentiellement de fripes, ce don se situe dans le cadre de l'exécution de la 5ème phase du projet « Collecte et don de vêtements aux couches vulnérables ». Il est financé par les membres de l'association. A travers cette action, les donateurs entendent informer et sensibiliser la population sur l'importance du vivre ensemble, de l'amour du prochain et du soutien mutuel sans aucune distinction, le vivre ensemble et la cohésion sociale. Le chargé du projet de l'ACIT-Togo, Seydou Aoufo a indiqué que cette activité se situe dans le cadre du mois de la solidarité de leur association. Il a présenté les objectifs, les



domaines d'intervention et la mission de l'association. Il a attiré l'attention de la population sur la nécessité de l'amour du prochain, d'avoir le sens du partage, de s'entraider et de se pardonner. Il a invité la population à l'esprit de partage, à la générosité. Le chargé du projet a convié l'assistance à une large diffusion des informations et à l'harmonie dans tout ce

qu'elle va entreprendre pour l'intérêt de tous. Le chef du village de Hédjékpôé, Togbui Kadévi Koumédio a dit que cette initiative appuie les idéaux de paix, d'amour et du vivre ensemble qui constituent un socle de développement d'une localité. La distribution des fripes a mis fin à la séance.

Avec ATOP/AKS/BV

Real Madrid

Les salaires des stars fissurent le vestiaire

Alors que le feuilleton Vinicius Jr occupe tous les esprits à Madrid, le club de la capitale espagnole doit aussi se pencher sur le cas de Jude Bellingham.

Cette saison, les journalistes couvrant l'actualité du Real Madrid ne savent plus où donner de la tête. Durant une bonne partie de la première moitié de la saison 2024-25, Kylian Mbappé (26 ans) a occupé les pages des médias espagnols. Ses premiers pas mitigés, voire compliqués au sein de la capitale ibérique ont fait couler de l'encre. Mais à présent, tout est plus ou moins rentré dans l'ordre. Par la suite, c'est Vinicius Jr qui a pris le relais. Outre son échec lors du Ballon d'Or 2024, le Brésilien a fait parler de lui pour diverses polémiques, mais aussi et surtout pour son avenir incertain. En effet, l'Arabie saoudite le drague avec insistance depuis près d'un an. Et les pensionnaires de Saudi Pro League ont passé la deuxième cet hiver en



lui offrant un contrat de 5 ans à 1 milliard d'euros. De quoi le faire réfléchir. Mais après quelques hésitations, l'international brésilien a fait savoir publiquement qu'il souhaite poursuivre l'aventure avec les Merengues. AS précise d'ailleurs ce mardi que le footballeur de 24 ans et ses agents se sont récemment entretenus avec les dirigeants madrilènes afin d'évoquer une prolongation de contrat.

Moins payé que KM9 et Vini Jr, Bellingham veut un plus gros salaire

Actuellement, il reçoit 15 M€ nets par an. C'est le même salaire que Kylian Mbappé, qui a reçu une prime à la signature à son arrivée libre en provenance du PSG. Ce qui a permis au Real Madrid de gonfler ses émoluments. D'autant que le Français a aussi la main sur une partie de ses droits à l'image. Vini Jr et KM9 dominent donc le classement des joueurs les mieux payés du club pour le moment. Si le Brésilien prolonge, cela devrait donc évoluer. Tout cela pose aussi un casse-tête aux Merengues vis-à-vis de Jude Bellingham. Troisième Galactique de cette formation selon AS, même s'il ne faut pas oublier l'indispensable Rodrygo, l'Anglais touche actuellement entre 8 et 10 M€ nets par saison.

Avec footmercato.net

Jubilé d'or de l'ATOP

Le ministre Kouigan a présidé la cérémonie apothéose

Le ministre de Communication, des Médias et de la Culture, porte-parole du gouvernement, Mme Yawa Kouigan a présidé la cérémonie apothéose du jubilé d'or de l'Agence togolaise de presse (ATOP), le mercredi 5 mars à Lomé.

Ce jubilé d'or placé sous le thème « L'ATOP dans le paysage médiatique togolais, hier, aujourd'hui et demain », a connu la présence des personnalités au rang desquelles, l'ambassadeur de la Chine, Chao Weidong, du secrétaire général adjoint de la Fédération atlantique des agences de presse africaine (FAAPA), Mathias Atignon, des représentants des institutions de la République et plusieurs autres personnalités. Une cérémonie marquée par des discours et la remise des tableaux d'honneur à 22 agents retraités et en fonction pour « les bons et loyaux services rendus à l'agence ». Le projet de modernisation de l'Agence lancé, bientôt 3 ans a été présenté au public, un projet décliné en 4 volets notamment la formation du personnel, la dotation en connexion internet des bureaux à l'intérieur du pays, l'acquisition de matériel et la conception d'un site internet à l'agence. Sur le dernier volet, le site internet : www.atop.tg est déjà opérationnel et le défi à relever est la mise en ligne des podcasts et des capsules vidéos. La ministre Kouigan a relevé que cette célébration du jubilé d'or est une occasion de reconnaître les jalons que l'agence a posé pour s'adapter aux mutations du paysage médiatique et conti-



nuer de répondre aux besoins d'information de la population togolaise et des médias partenaires. « Vous avez su, fort heureusement, anticiper, innover et réinventer sans perdre votre essence : celle d'un journalisme de qualité, vérifié, fiable et libre », a dit le ministre. Le directeur de l'ATOP, Eyébiyi Adéyemi a rappelé que cette apothéose est l'occasion de rappeler l'engagement permanent et remarquable des autorités en l'occurrence le chef de l'Etat, qui ne ménage aucun effort pour répondre aux sollicitations de l'agence. Il a relevé qu'il est opportun pour l'ATOP de se réinventer dans un environnement médiatique numérisé et en perpétuelle mutation. Le secrétaire général adjoint de la FAAPA, a relevé que le rôle de l'ATOP devient plus crucial au moment où les défis liés à la désinformation s'intensifient, à travers les réseaux sociaux, notamment la certification de

l'information pour les médias togolais. Il a ajouté que l'état actuel de santé de l'ATOP ne lui permet pas de jouer convenablement, ce rôle. « Et pour cause, du point de vue technologique, l'ATOP ne dispose pas des nouvelles technologies adéquates pour la transmission des informations aux fins pour jouer sa partition. De même, le capital humain lui fait cruellement défaut. Elle se doit des défis à relever sur le plan logistique et en termes de ressources humaines afin de perfectionner son travail et être au diapason des médias modernes », a mentionné M. Atignon. Cette cérémonie s'est achevée par une journée porte ouverte sur l'agence. Une occasion pour le public de découvrir les œuvres photographiques et les appareils photographiques de l'agence de 1975 à nos jours.

Avec ATOP/SED/KYA

Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

DEVELOPPEMENT ET INEGALITES

	Pays	Afrique subsaharienne
PIB/habitant (FMI, 2023)	1 001 USD	1 680 USD
Classement IDH (PNUD, 2022)	163/193	-
Coefficient de GINI (BM, 2021)*	37,9	-
Part de la population disposant de moins de 2,15 USD par jour (BM, 2021)	26,6%	36,7% (2019)
Taux d'alphabétisation des adultes (BM, 2019)	67%	68%
Nombre moyen d'années de scolarité (NU, 2022)	5,6 ans	6 ans (2022)
Part de l'emploi vulnérable (BM, 2022)	71%	75%
Part de la population urbaine vivant dans des bidonvilles (BM, 2020)	39%	51%
APD nette par habitant (BM, 2022)	49 USD	49 USD
Taux d'inclusion financière (BM, 2021)**	49,6%	55,1%

* Le coefficient de Gini est un indicateur permettant de rendre compte du niveau d'inégalité de revenus au sein de la population. Il varie entre 0 (égalité parfaite) et 100 (inégalité extrême).
** Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus détentrice d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

SANTE ET SECURITE ALIMENTAIRE

	Pays	Afrique
Nombre de médecins pour 1 000 habitants (OMS, 2014-2022)	0,08	0,26
Cas estimés de paludisme pour 1 000 habitants à risques (OMS, 2022)	231	223
Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (FAO, 2021-2023)	12,8%	19,9% (2022)

INFRASTRUCTURES

Taux d'accès à l'électricité (BM, 2022)	57,2%	51,4%
Taux d'accès à l'eau potable (BM, 2022)	71%	65%
Taux d'accès aux services d'assainissement de base (BM, 2022)	19%	35%
Classement Africa infrastructure development index (BAFD, AIDI 2022)	43/54	-
dont Transport index	28/54	-
Taux d'abonnement à la téléphonie mobile (BM, 2022)	74%	89%
Part de la population utilisatrice d'Internet (BM, 2022)	38%	37% (2023)
Indice de performance logistique (BM, 2023)*	2,5	2,5

* L'indice de la Banque mondiale évalue le réseau de services qui soutient le mouvement physique des marchandises à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Il varie entre 1 (performance faible) et 5 (performance élevée).

Classements d'indicateurs de gouvernance

Transparence internationale 2023	126/180
Mo Ibrahim 2023	22/54
Reporters sans frontières 2024	113/180



Le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio vers l'Union Européenne (UE), avec un volume estimé à 98 747 tonnes en 2023, selon le rapport EU Imports of organic agri-food products, Key developments in 2023 (Commission de l'UE).

● Source : tresor.economie.gouv.fr

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

650*
FCFA

LA BOUTEILLE

50cl

Harmónies



EKU
BAVARIA



WWW.BBLOME.COM

*PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL



CMJN

CMJN